
*Histoire et sociologie des laïcités***Les politiques religieuses des monarchies constitutionnelles**

Conférences des années 2012-2013 et 2013-2014

Philippe Portier

**Édition électronique**URL : <http://journals.openedition.org/asr/1377>

DOI : 10.4000/asr.1377

ISSN : 1969-6329

Éditeur

École pratique des hautes études. Section des sciences religieuses

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2015

Pagination : 361-364

ISSN : 0183-7478

Référence électronique

Philippe Portier, « Les politiques religieuses des monarchies constitutionnelles », *Annuaire de l'École pratique des hautes études (EPHE), Section des sciences religieuses* [En ligne], 122 | 2015, mis en ligne le 11 septembre 2015, consulté le 04 mars 2020. URL : <http://journals.openedition.org/asr/1377> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/asr.1377>

Tous droits réservés : EPHE

Les politiques religieuses des monarchies constitutionnelles

(conférences des années 2012-2013 et 2013-2014)

Cette présentation couvre les deux dernières années de séminaire. Nous avons abordé la période dite des monarchies constitutionnelles dont les politiques religieuses, trop peu connues, nous semblaient mériter des analyses renouvelées.

Le travail de l'année académique 2012-2013 s'est centré sur la question de la relation entre le politique et le religieux au moment de la Restauration (1814-1830). Dans la trajectoire politique du XIX^e siècle, le régime de Louis XVIII et Charles X constitue certes un moment de repli traditionaliste ; moins cependant qu'on ne le croit ordinairement.

Il s'est agi d'explorer d'abord les *fondements juridiques* du régime. Le séminaire s'est ouvert par une analyse de son droit constitutionnel. On a montré sur ce terrain, après avoir analysé le projet élaboré par Vitrolles, que la Charte de 1814 a été le fruit d'une négociation serrée entre des élites libérales et les représentants de l'ultracisme. L'apport de Talleyrand se repère dans la réaffirmation des principes d'égalité et de liberté, de celui notamment de liberté des cultes, affirmé dans cet article, dont se réclameront souvent les opposants au régime : « Chacun professe sa religion avec une égale liberté » (art. 5). Mais ce n'est là qu'une partie du texte. D'autres fragments témoignent d'un enracinement dans l'imaginaire de l'« incarnation » propre à l'Ancien Régime. Il en va de la sorte du statut du roi, et, bien sûr, du statut de la religion catholique érigée en « religion de l'État ». Ce point n'a pour les libéraux qu'une valeur symbolique ou mémorielle. Il emporte pour les tenants du régime des conséquences normatives au plan juridique.

Le droit législatif a fait de même l'objet d'investigations, à travers un examen des textes relatifs à l'école, à la presse ou au sacrilège (1825). Ce dernier dossier, riche de débats parlementaires sur l'articulation de la relation entre loi divine et loi positive, entre vérité et liberté, a été l'occasion de s'interroger sur les oppositions internes au camp royaliste. On y a adjoint un examen du droit concordataire. L'analyse du projet de 1817, plus favorable à l'Église catholique que celui de 1801 (mais qui n'aboutit pas), s'est prolongée par une exploration des pratiques concordataires du gouvernement (processions, nominations...). On a constaté, à cet égard, que le rapprochement avec le catholicisme romain n'empêchait pas alors la persistance d'une défiance gallicane, que déplorera Lamennais, à l'égard de l'ultramontanisme.

On a voulu aussi approcher les *controverse doctrinales*. L'analyse des textes nous a confrontés à un modèle triangulaire. Une première position se constitue autour d'un royalisme de tradition, très hostile à la modernité, et attaché au modèle du gallicanisme royal. Nous en avons décrit les contenus en nous appuyant, principalement,

sur les textes de Bonald. Deuxième pôle : la pensée des doctrinaires liés à Royer-Collard, Duvergier de Hauranne, et Guizot, dont ont été étudiés les écrits sur la « souveraineté de la raison ». Sous cette polarité, nous avons placé aussi, sur un mode plus plaisant, les chansons d'un Béranger et les libelles anticléricaux d'un Paul-Louis Courier. Troisième pôle d'attraction, simplement signalé dans le cadre du séminaire : la cristallisation, autour de Lamennais, d'un intransigeantisme catholique, qui trouve à Rome plus qu'à Paris, son principe de structuration.

L'exploration de la politique religieuse de la Restauration s'est focalisée enfin sur les *moments polémiques* du régime. Deux dossiers ont été traités. D'une part, l'épisode de la loi sur le sacrilège en 1825. D'autre part, l'épisode de la querelle scolaire autour des ordonnances de Martignac. C'est dans ce cadre que des références ont été faites à l'anti-jésuitisme de Montlosier.

On évoquait l'ambivalence du régime de la Restauration. Elle vaut à deux niveaux. La Restauration apparaît, au plan politique, comme un espace de jeu entre la censure et la liberté, du fait même des logiques contradictoires de la Charte. Elle est, au plan doctrinal, un foyer de créativité, où vont puiser les acteurs de la période suivante. L'idée de séparation des Églises et de l'État trouve même là, du côté d'auteurs protestants, l'une de ses premières théorisations.

L'année 2013-2014 a été consacrée, pour une part, à l'étude de la politique religieuse de la monarchie de Juillet. Le séminaire s'est attaché à interroger la thèse de l'anticléricalisme louis-philippard. Trois moments se sont succédé.

On s'est employé d'abord à analyser le *contexte social* dans lequel s'est imposée la monarchie de Juillet. Les productions artistiques du temps – littéraires comme celles de Victor Hugo, ou picturales comme celles de Delacroix –, où s'exprime un nouvel imaginaire de l'histoire, ont constitué un premier corpus d'analyse. L'évolution des structures sociales a également fait l'objet d'une enquête assez substantielle : on s'est arrêté, en particulier, sur les phénomènes d'urbanisation et d'enrichissement contrasté à l'époque considérée, ainsi que sur les mutations de la classe dirigeante. On a exploré de même la pensée politique du temps, en nous intéressant à Guizot une nouvelle fois, mais aussi à Victor Cousin, qui ont, l'un et l'autre, contribué à fonder le référentiel des politiques religieuses de 1830 à 1848.

On a abordé ensuite la question juridique. Le débat constitutionnel de 1830 a fait l'objet d'une présentation assez approfondie, en essayant de comprendre comment la Charte avait été évidée de ses composantes traditionalistes, pour s'ouvrir à une conception libérale, inspirée de l'Angleterre (dont parle souvent Guizot), de la distribution des pouvoirs. On a relevé par ailleurs que si le régime se met en place en s'adossant à une pensée anticléricale, il ne demeure pas longtemps dans l'opposition au catholicisme. Très vite, à la demande d'ailleurs d'un Victor Cousin, l'alliance se reconstitue entre les deux puissances, comme le montre du reste la législation sur la liberté d'enseignement (dans le primaire).

Reste enfin la controverse doctrinale. On a travaillé à ce niveau sur trois foyers doctrinaux. Le catholicisme a fait l'objet d'une analyse assez longue. On a insisté en particulier sur les positions de Lamennais, de Montalembert et de Guéranger. Quoique plus rapidement, le socialisme utopique nous a retenus aussi dans la mesure

où il développe à l'époque, comme l'a montré Miguel Abensour, une manière de religion politique. La pensée républicaine, autour de Michelet, a été esquissée, mais seulement dans ses grandes lignes. Elle fera l'objet d'un cours en soi en 2014-2015.

Ces quelques éléments, trop rapidement résumés ici, indiquent une évolution significative du système concordataire, fondé certes sur une alliance des pouvoirs, mais dans le cadre d'une reconnaissance plus forte de l'indépendance de la société civile, et donc de la société religieuse.

Trois séances, venues en écho aux leçons données par le professeur Roberto Blancarte-Pimentel (Colegio de México), directeur d'études invité, sur les laïcités en Amérique latine, ont été en outre consacrées aux modèles européens de laïcité, que nous avons présentés dans leurs genèses et leurs trajectoires.

